

## **Comité consultatif sur l'application des droits**

**Dix-huitième session**  
**Genève, 2 – 4 juin 2026**

### **LES TRAVAUX DU PROGRAMME DE CONTRÔLE DES CARGOS ET DES PASSAGERS DE L'ONUDC EN MATIÈRE DE DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**

*Contribution établie par M. Bob Van den Berghe, chef adjoint, Programme de contrôle des cargos et des passagers, Service de la gestion des frontières, Division des opérations, Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), Vienne (Autriche)<sup>1</sup>*

#### **RESUME**

Le Programme de contrôle des cargos et des passagers (PCCP) est mis en œuvre par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) en coopération avec l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), INTERPOL et l'Organisation mondiale des douanes (OMD) afin de renforcer la gestion des frontières dans les principaux ports maritimes, aéroports et frontières terrestres, en menant des interventions fondées sur le renseignement pour lutter contre le trafic illicite et protéger le commerce grâce à une coopération renforcée entre les services chargés de l'application des lois. La présente contribution met en lumière les travaux du PCCP axés sur les droits de propriété intellectuelle, notamment les efforts visant à lutter contre les atteintes à ces droits par le renforcement des capacités, la collaboration interinstitutionnelle et l'appui au dialogue politique sur l'application des droits de propriété intellectuelle.

---

<sup>1</sup> Les points de vue exprimés dans le présent document sont ceux de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement ceux du Secrétariat ou des États membres de l'OMPI.

## **I. LE PROGRAMME DE CONTROLE DES CARGOS ET DES PASSAGERS DE L'ONU DC (PCCP)**

1. Le Service de la gestion des frontières de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONU DC) offre aux États membres une assistance technique complète fondée sur la collaboration dans le domaine de la gestion des frontières. Elle a pour principal objectif de lutter contre les groupes criminels organisés impliqués dans diverses activités illicites en renforçant les mesures de contrôle aux frontières pour toutes les marchandises. Conscient que la plupart des groupes criminels organisés se livrent à divers types de commerce illicite, le Service de la gestion des frontières adopte une approche collective afin de neutraliser efficacement leurs activités. Il met l'accent sur une stratégie globale visant à protéger les frontières et la chaîne d'approvisionnement commerciale contre toute infiltration criminelle. Cet objectif est atteint grâce à la mise en place de partenariats, au renforcement des capacités, à des activités opérationnelles et à l'utilisation de technologies innovantes.

2. Au sein du Service de la gestion des frontières, le Programme de contrôle des cargos et des passagers (PCCP) favorise la mise en place et le maintien d'unités de contrôle portuaire interinstitutionnelles nationales dans les ports maritimes, d'unités de contrôle aux frontières terrestres dans les ports secs et aux postes-frontières terrestres, ainsi que d'unités de contrôle aéroportuaire dans les aéroports. Le PCCP équipe, forme et encadre les agents des douanes et les agents chargés de l'application des lois afin d'améliorer l'identification et l'inspection des passagers et des conteneurs de fret à haut risque, tout en minimisant les perturbations pour le commerce et les activités légitimes. Le programme encourage les partenariats entre les unités appuyées par le PCCP et le secteur du commerce et des affaires. Il encourage une coopération plus étroite entre les services de répression nationaux, tout en assurant la mise en place de mécanismes efficaces de partage d'informations entre les pays participant au PCCP à un niveau régional et international, ainsi qu'avec les services douaniers et les services d'application des lois au sens large.

3. Vingt ans après sa création, le PCCP gère aujourd'hui 192 unités dans 89 pays. Elles peuvent échanger des informations avec les homologues d'autres pays au moyen de CENComm, une application de communication sécurisée mise au point par l'OMD. Cette application permet aux unités d'avoir accès à une mine d'informations, ce qui leur permet de partager des renseignements sur les passagers et les conteneurs en temps réel.

4. La stratégie du PCCP a permis de saisir un large éventail de marchandises interdites, telles que des armes et des munitions, des espèces animales et végétales, des déchets dangereux, des substances illégales, des produits stratégiques, des préparations pour drogues et explosifs, des cigarettes, de l'alcool, des véhicules volés et des produits de contrefaçon ou portant atteinte d'une autre manière aux droits de propriété intellectuelle.

## **II. LES TRAVAUX DU PCCP SUR LES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**

5. Les atteintes aux droits de propriété intellectuelle mettent à mal les intérêts commerciaux légitimes et les économies nationales. Les unités appuyées par le PCCP sont confrontées quotidiennement à des marchandises de contrefaçon, allant des vêtements et des cosmétiques aux cigarettes en passant par les pièces détachées automobiles, les jouets et les appareils électroniques. Depuis le lancement du programme, les unités du PCCP ont saisi plus d'un millier de chargements pour atteinte aux droits de propriété intellectuelle, protégeant ainsi les consommateurs et les marchés nationaux contre les risques liés aux produits de contrefaçon.

6. Les systèmes juridiques, les organes chargés de l'application des lois et les entreprises jouent tous un rôle dans l'application efficace du droit. Avec plus de 20 ans d'expérience dans

la formation et la coordination d'experts chargés d'identifier et d'inspecter les passagers et les conteneurs de fret à haut risque, le PCCP est bien placé pour relever les défis liés à la détection et à la lutte contre le commerce de produits de contrefaçon. L'approche visant à renforcer l'application des droits de propriété intellectuelle comprend les éléments ci-après.

- Organiser des séminaires et des programmes de formation sur l'application des droits de propriété intellectuelle : le PCCP organise des séminaires et des formations pour ses unités, auxquels participent les détenteurs de marques, afin de renforcer les capacités en matière d'application des droits de propriété intellectuelle.
- Faciliter la collaboration directe avec les propriétaires de marques : le PCCP encourage la collaboration directe entre les détenteurs de marques et les unités chargées de l'application des lois par l'intermédiaire de plateformes telles que le groupe de travail intersectoriel. Cela permet le partage en temps réel des renseignements afin de renforcer le classement et l'analyse des risques.
- Élaborer et mettre à jour les listes de coordonnées des détenteurs de marques : le PCCP aide les unités à tenir à jour des listes exhaustives des principales coordonnées des détenteurs de marques dans chaque pays. Cela facilite la communication immédiate en cas de blocage des chargements, ce qui simplifie le processus de vérification et accélère les mesures d'application des lois.

7. Le programme travaille en étroite collaboration avec la section de l'OMD chargée des droits de propriété intellectuelle à Bruxelles, ce qui permet aux membres de l'unité de participer à des opérations régionales et internationales ainsi qu'à des ateliers spécialisés. Le PCCP bénéficie ainsi des partenariats de longue date entre l'OMD et les titulaires de droits de propriété intellectuelle, ainsi que du mémorandum d'accord conclu avec l'Association internationale des marques (INTA). Ces liens permettent aux unités appuyées par le PCCP d'avoir un accès privilégié à l'expertise technique et aux réseaux opérationnels, ce qui renforce considérablement leur capacité d'application des lois.

8. Compte tenu de la fréquence des atteintes aux droits de propriété intellectuelle, le PCCP aborde systématiquement cette question dans toutes ses activités de renforcement des capacités, que ce soit dans le cadre de formations, d'ateliers pratiques ou de missions de mentorat. Depuis 2023, le programme a mis en place une série d'activités spécialisées visant à renforcer la capacité des douaniers et autres agents chargés de l'application des lois à détecter et à traiter les atteintes aux droits de propriété intellectuelle. Parmi celles-ci figurent des sessions de formation spécialisées sur les droits de propriété intellectuelle à Kampala (Ouganda) en février 2023 et à Maputo (Mozambique) en mai-juin 2023; une formation régionale sur les droits de propriété intellectuelle et un atelier destiné au secteur privé à Aktaou (Kazakhstan) en juillet 2023; un atelier de formation pratique et de sensibilisation aux droits de propriété intellectuelle à Karachi (Pakistan) en août 2023; une session de mentorat à Panama (Panama) en septembre-octobre 2024; et diverses sessions sur les droits de propriété intellectuelle dans le cadre de formations organisées en Bolivie, au Mexique, au Paraguay et en Uruguay (tout au long de l'année 2025). Ces activités ciblées ont non seulement permis de renforcer les capacités techniques, mais également de favoriser une collaboration plus étroite avec le secteur privé dans plusieurs régions.

9. Au niveau mondial, le programme a renforcé sa contribution au dialogue politique et à la coordination internationale en participant à des événements organisés par l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI). Par exemple, en juillet 2024, il a contribué au séminaire sous-régional sur l'application des droits de propriété intellectuelle à l'intention des fonctionnaires des douanes, des enquêteurs de police et des procureurs, qui s'est tenu à San José (Costa Rica), afin d'échanger des connaissances spécialisées et des pratiques recommandées. En septembre 2024, il a présenté un exposé lors du webinaire sous-régional

organisé par l'OMPI et la Commission économique eurasienne (CEEAE) sur la promotion du respect de la propriété intellectuelle à l'intention des membres du corps judiciaire et des responsables de l'application des lois.

### **III. LES DEFIS ET LES ENSEIGNEMENTS TIRES**

10. L'un des principaux problèmes auxquels le programme est confronté est l'absence de législation pour lutter contre les atteintes aux droits de propriété intellectuelle dans les régions concernées. L'un des enseignements tirés est la nécessité de sensibiliser les gouvernements, notamment grâce à des activités de formation nationales et régionales axées sur l'adaptation de la législation afin de permettre l'interception des conteneurs et la saisie des marchandises portant atteinte à la propriété intellectuelle.

11. Les gouvernements des pays dont les ports servent de points de transit sont peu enclins à agir, étant donné qu'une part importante des conteneurs ne font que transiter par leurs ports sans générer de revenus directs. La sensibilisation est, encore une fois, essentielle. Cependant, même lorsque la volonté d'inspecter les conteneurs existe, des difficultés surviennent. Les ports peuvent ne pas disposer d'espace de stockage pour les marchandises saisies ou de personnel suffisant pour effectuer les inspections et saisir les tribunaux.

12. Un autre défi important réside dans le niveau variable de participation du secteur privé. Lorsqu'un conteneur de marchandises portant atteinte à la propriété intellectuelle est retenu, par exemple, le détenteur de la marque doit déposer une plainte auprès des autorités nationales pour entamer une procédure. Pourtant, souvent, le détenteur de la marque ne dépose pas de plainte et les autorités se retrouvent avec un conteneur de marchandises qui occupe un espace de stockage précieux. Au final, les autorités sont perdantes.

13. Il est essentiel de sensibiliser le secteur privé à son rôle. À cette fin, le PCCP invite les détenteurs de marques à des séminaires et des sessions de formation chaque année. Le PCCP collabore également directement avec ceux qui se montrent intéressés par une coopération avec le programme.

14. Le PCCP a constaté que le fait de disposer d'une liste des principales coordonnées pour les détenteurs de marques dans chaque pays est utile pour lutter plus efficacement contre les atteintes aux droits de propriété intellectuelle. Lorsqu'un conteneur est retenu, les agents de l'unité appuyée par le PCCP peuvent en informer directement les détenteurs de marques. Sinon, lorsque les agents ne savent pas qui contacter, plusieurs semaines peuvent s'écouler avant qu'ils obtiennent une réponse.

15. Les détenteurs de marques peuvent faciliter le travail des unités appuyées par le PCCP en partageant les renseignements qu'ils détiennent, ce qui peut améliorer l'analyse des risques lors du profilage des conteneurs. Il serait également utile que les détenteurs de marques louent des espaces de stockage pour les marchandises de contrefaçon saisies et fournissent des machines permettant de les détruire dans le respect de l'environnement.

### **IV. CONCLUSION**

16. Le PCCP renforce la capacité des États membres et de leurs services chargés de l'application de la loi aux frontières aériennes, maritimes et terrestres à mettre fin au trafic illicite de marchandises et à la circulation de passagers à haut risque, tout en facilitant le commerce, la mobilité et la connectivité et en contribuant à la croissance économique et à la prospérité. Depuis le lancement du programme, les unités appuyées par le PCCP ont saisi plus d'un millier

de chargements en lien avec des atteintes aux droits de propriété intellectuelle. En plus de 20 ans, le PCCP a acquis une connaissance pratique de la nature complexe des atteintes aux droits de propriété intellectuelle. Les enseignements tirés soulignent notamment l'importance de sensibiliser les gouvernements à la nécessité d'adapter leur législation en matière de droits de propriété intellectuelle afin de permettre la saisie des marchandises de contrefaçon. Les gouvernements des pays dotés de ports de transit doivent être convaincus de leur rôle crucial dans la lutte contre la criminalité liée aux droits de propriété intellectuelle. La formation du secteur privé et la coopération directe avec les détenteurs de marques sont également importantes.

[Fin de la contribution]